

Numéro Spécial

PL@NÈTE VERTE INFOS

L'Afrique pour une planète verte



Éditeur Association Camerounaise pour les Énergies Renouvelables

Directeur de Publication Gérard NTCHOUABIA

2500 Fcfa

Magazine Panafricain d'informations sur les énergies renouvelables, l'écologie, l'environnement, l'eau, le développement et habitat durable

CÉLÉBRATION DES

10 ans
DE L'ACER &



TROPHÉES
ENR
2^E ÉDITION



Les énergies renouvelables au Cameroun : Quels enjeux pour ses collectivités territoriales décentralisées

17 au 25
Février
2024



Cérémonie officielle de remise de dons à la République du Cameroun par la République de Corée du Sud, Mbankomo, le 11 décembre 2023

Le maire de la commune de Mbankomo, région du centre Cameroun a réceptionné ce 11 décembre 2023 ...

Page 3-4



Le Kenya signe avec le Japon des accords de 620 millions \$ pour l'énergie verte et l'assemblage de voitures

Le Kenya, fort de sa politique en matière de mix énergétique, s'est engagé à passer au renouvelable...

Page 18



Inclusion des jeunes, des femmes et des personnes handicapées pour l'adaptation climatique: le succès du Projet BENKADI

Dans la chaleur des grottes de Dassa-Zoumé, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées ayant...

Page 6-7

Page 2	SOMMAIRE
Page 3-14	ACTUALITÉS :
Page 3-4	- Cérémonie officielle de remise de dons à la République du Cameroun par la République de Corée du Sud, Mbankomo, le 11 décembre 2023
Page 5	SALON INTERNATIONAL DES ENERGIES RENOUVELABLES 2024
Page 6-8	- Accès à l'énergie dans l'espace CEDEAO: Des avancées vers la durabilité énergétique - Inclusion des jeunes, des femmes et des personnes handicapées pour l'adaptation climatique: le succès du Projet BENKADI
Page 9	TOTAL ENERGIES : Au Cameroun, TotalEnergies investi dans le développement de l'énergie solaire.
Page 10-12	- 350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28 - Mise en œuvre de la Convention de Bâle : Vers une meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin - Appauvrissement des sols: Vers les vers de terre, véritables fertilisateurs des sols
Page 13-14	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN : l'énergie de demain, c'est aujourd'hui
Page 15-22	ACTU'ENR AFRIQUE
Page 15	Off-Grid - GHANA : à Kumasi, le sidérurgiste Rider se met au vert avec l'énergie solaire sur son toit
Page 15-16	Solaire - Sierra Leone : plusieurs institutions financières, dont Proparco investissent dans un projet solaire à grande échelle
Page 16	Gestion publique - Le Kenya signe avec le Japon des accords de 620 millions \$ pour l'énergie verte et l'assemblage de voitures
Page 17	BERKELEY ENERGY CAMEROON : Profile
Page 18	Energies - Energie propre : la Mauritanie signe un protocole d'accord avec le département américain de l'énergie
Page 19	Hydrogene - L'Algérie et l'Allemagne créent un groupe de travail pour pro- mouvoir le développement de l'hydrogène
Page 20-21	Transition énergétique - Pourquoi la transition énergétique est perçue comme un agenda occidental en Afrique subsaharienne ?
Page 22	RELEASE BY SCATEC : making solar simple and reliable
Page 23	AGENDA ENR

ÉDITEUR

ASSOCIATION CAMEROUNAISE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ACER)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Gérard NTCHOUABIA

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS

Cédric Junior NYAMSI CLOUTHE

COMITÉ DE RÉDACTION**Ulrich Patrick YOUBI FOGAING**, Rédacteur**John Anthony KAMGA**, Rédacteur**NDEUFEU HENOCK**, Rédacteur**Djamiou ABOUDOU**, Correspondant « Planète Verte Infos » au Togo**Nita Sidnoma BELEMSOBGO**, Correspondante « Planète Verte Infos » au Nigeria et Burkina Faso**Aissata KOUYATE**, Correspondante « Planète verte Infos » en Côte d'Ivoire**Marie Paule KOFFI YAHA**, Correspondante « Planète verte Infos » en Côte d'Ivoire**Megan Valère SOSSOU**, Correspondant

Planète Verte Infos » au Bénin

Vanel Reisch ATTIPO, Correspondant Planète

Verte Infos » au Congo – Brazzaville

Hendrick MBOUMBA, Correspondant Planète

Verte Infos » au Gabon

Nathalie DEMBASUKA KATALAY,

Correspondante Planète Verte Infos » au République Démocratique du Congo

GRAPHISME ET DESIGNER

Kevin Jordan TATANFACK

RÉGIE PUBLICITAIRE**CAMEROUN:** Minboman, Yaoundé (Cameroun), BP: 12620**Email :** contact@acer-enr.com**Tél :** (237) 699 85 91 86**FRANCE :** Maison des associations au 6avenue Jules Guesde 93240 Stains, Paris, France**Email :** acer.enr2014@yahoo.com**Tél :** (33) 66 93 26 615contact@acer-enr.com – www.acer-enr.com

écépissé de déclaration N°00000055/RDDJ/JO6/BASC
du 21 Novembre 2014 de la Préfecture du MFOUNDI
(Yaoundé) - Cameroun

Cérémonie officielle de remise de dons à la République du Cameroun par la République de Corée du Sud, Mbankomo, le 11 décembre 2023



Le maire de la commune de Mbankomo, région du centre Cameroun a réceptionné ce 11 Décembre 2023 le don de la république de Corée à hauteur de 200 000 dollars, soit plus de 121 millions de francs CFA.

En présence du ministre de l'eau et de l'énergie, plusieurs membres du gouvernement et des communautés locales, le don a été remis sous la forme de fournitures, installations des kits et systèmes solaires d'électrification en zone rurale.

Pour réaliser ses travaux, la République de Corée à travers son ambassade au Cameroun, a fait appel à son partenaire technique BERCOTECH, une entreprise camerounaise dont l'objectif est de faciliter l'accès à l'électricité et à l'eau potable via l'énergie solaire aux africains en général et aux camerounais en particulier. Avec un nombre important de plaintes enregistrées au Cameroun, surtout en zone rurale à cause du déficit en énergie électrique, les installations BERCOTECH viennent sonner comme une solution efficace et autonome pour les populations.

En dehors de la commune de Mbankomo, la commune de s'a a également bénéficié du même don dans 4 différentes localités.

La réalisation des projets de cette envergure vient donc renforcer les liens qui existent entre le gouvernement camerounais et la République de Corée. Mais surtout vient mettre en avant le savoir faire des entreprises locales pour combler aux déficits énergétique dont souffrent les populations.





Salon international sur les énergies renouvelables

PAVILLON ENR - CONFÉRENCE DÉBAT - AWARD ENR

17 au 25
Février
2024



Exposition au pavillon des énergies
renouvelables

22 - 23
Février
2024



Conférence – Débat | Palais des congrès Amphi 1500

23
Février
2024



Cérémonie des AWARDS ENR & Célébration
des 10 ans de l'ACER | DJEUGA Palace Hôtel

Les énergies renouvelables au Cameroun : Quels enjeux pour ses collectivités territoriales décentralisées



www.acer-enr.com



Association Camerounaise pour
les Énergies Renouvelables



@ACER_ENR



Association Camerounaise pour
les Énergies Renouvelables

ENREGISTREZ VOUS ICI



Organisé par



Et partenaire avec



Avec le soutien de



Avec le soutien de



Sponsor BRONZE



Sponsor SILVER



Sponsor GOLD



Accès à l'énergie dans l'espace CEDEAO: Des avancées vers la durabilité énergétique

En 2013, lors de la 43^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, les États se sont engagés à un accès universel aux services énergétiques propres, abordables et durables pour l'ensemble de leurs populations à l'horizon 2030. Une décennie après et dans un rapport www.eis.ecowas.int, publié en décembre 2023, la Commission de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) dresse un bilan exhaustif des avancées et des défis en matière d'énergie au sein de la sous-region ouest-africaine.

Selon Bayaornibè DABIRE, Directeur de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO, cette publication de la Direction de l'Énergie et des Mines de la CEDEAO présente les chiffres clés sur l'énergie dans l'espace CEDEAO.

L'édition 2023 fournit des données sur l'approvisionnement, la transformation, la consommation d'énergie, les échanges d'énergie et les principaux indicateurs environnementaux et de développement durable jusqu'à l'année 2021 a-t-il indiqué.

Ce rapport met en lumière la diversification de l'approvisionnement énergétique de la CEDEAO. Il s'agit de la biomasse énergie du pétrole brut et ses dérivés, du gaz naturel, de l'hydroélectricité, du charbon minéral, du

solaire, et d'autres sources. En 2021, cet approvisionnement est estimé à 145 785 ktep, avec une prédominance écrasante de la biomasse énergie, représentant près de 61% du total, suivi de l'hydroélectricité à 1,4% et des importations d'électricité à 0,1%.

Approvisionnement, Production, Transformation et Consommation de l'énergie en Afrique de l'ouest

Entre 2010 et 2021, l'approvisionnement total en énergie a augmenté de manière significative, passant de 103 199 ktep à 145 785 ktep. La progression la plus remarquable a été observée dans le secteur de l'énergie solaire photovoltaïque, avec une croissance moyenne annuelle de 48%, permettant une augmentation de la production d'électricité de 18 GWH à 1 500 GWH en 2021. En ce qui concerne la production d'énergie électrique en 2021, le gaz naturel est en tête avec 42%, suivi des produits pétroliers à 37%, de l'hydroélectricité à 19%, et du solaire photovoltaïque à 1%. La production de charbon de bois reste significative dans certains pays de la CEDEAO, avec une augmentation observée ces dernières années. La Guinée, le Libéria et le Togo se distinguent en produisant plus de charbon de bois par habitant que les autres pays, avec une moyenne de 52 kg par habitant dans l'espace CEDEAO. En ce qui concerne la consommation d'énergie, les secteurs résident et des transports sont les plus gros conso-

mmateurs dans la CEDEAO, tandis que l'agriculture en est le secteur le moins consommateur.

Accès à l'énergie et défis environnementaux

Entre 2018 et 2021, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité a augmenté de 3,3% par an, témoignant d'une tendance positive vers la durabilité énergétique. En termes d'accès à l'électricité, certains pays comme le Cap-Vert, le Mali, la Gambie, le Nigéria, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal se démarquent en offrant un meilleur accès à l'électricité que d'autres dans l'espace CEDEAO. Le secteur des transports, en particulier le transport routier, demeure la principale source d'émissions de CO₂ dans la CEDEAO, représentant environ 46% des émissions totales. Cette réalité souligne l'urgence d'adopter des politiques et des pratiques plus durables pour atténuer l'impact environnemental de cette sous-région dynamique mais confrontée à des défis énergétiques majeurs. Sédiko DOUKA, Commissaire chargé des Infrastructures, de l'énergie et de la digitalisation, Commission de la CEDEAO pense que la décennie entamée est importante car elle doit servir de boussole et permettre de faire les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixes au regard de l'engagement pris par les États pour assurer l'accès à l'énergie de leurs population.

Megan Valère SOSSOU

Inclusion des jeunes, des femmes et des personnes handicapées pour l'adaptation climatique: le succès du Projet BENKADI



Coopérative Agricole Itchéleré de Dassa -Zoumè

Dans la chaleur des grottes de Dassa-Zoumè, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées ayant choisi de faire du maraîchage pour s'adapter aux changements climatiques, bénéficient du soutien du projet Benkadi.

«Grâce au Projet BENKADI, nous utilisons désormais des composts efficaces pour nos cultures maraîchères, économisant ainsi sur les engrais chimiques coûteux », se réjouit Rachel ABREWA, maraîchère à Dassa-Zoumè. Son témoignage est à l'image de ceux de nombreuses autres femmes et jeunes maraîchers de la commune qui saluent la transition vers une agriculture plus adaptative aux changements climatiques, insufflée par le Projet BENKADI.

Ce projet novateur a fait des jeunes, des femmes et des personnes handicapées les cibles privilégiées de ses

interventions.

Conscient des obstacles auxquels elles sont confrontées, notamment en matière d'accès aux ressources essentielles, telles que l'eau, l'énergie et la terre agricole, le Projet BENKADI intervient pour combler ces écarts.

Marie Odile HOUNTONDJI, épouse COMLANVI, Experte en Genre et Inclusion du Projet BENKADI, explique: « Les interventions de Benkadi sur le terrain se font surtout à travers les groupes organisés à savoir les groupements et associations dont les personnes vulnérables sont membres. Le projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des membres de ces groupements et associations pour leur implication effective dans les activités liées aux changements climatiques ».

Ces personnes participent aux séances de sensibilisation et aux formations organisées sur le terrain à travers des ONG partenaires de mise en œuvre a-t-elle précisé.

À Dassa-Zoumè, après le consortium AVOTRIDEB ONG – CPN Les papillons, c'est CREDEL CREDEL ONG qui met en œuvre les actions du projet BENKADI. Elle implique davantage de jeunes, de femmes et de personnes handicapées dans diverses initiatives liées aux interrelations entre changements climatiques, le genre et l'inclusion sociale, ainsi que sur la promotion des pratiques d'adaptation basées sur les écosystèmes.

Intervention de BENKADI, échos des bénéficiaires

Salomé KOBA, membre de la coopérative agricole Itchéleré, témoigne de l'impact transformateur des formations reçues: « Nos sols s'épuisaient, c'était inquiétant. Mais grâce au projet BENKADI, on a trouvé des astuces pratiques. On a commencé à planter du pois d'angole et du mucuna pour les enrichir et c'est vraiment efficace pour nos sols. »



Son collègue, Maurice Kadoukpè AGOSSOU vit de belles expériences. Il raconte :

«À travers le Projet BENKADI, nous avons eu l'opportunité de mettre en avant à l'élaboration du Plan de Développement Communal, 4ème Génération, des idées pour promouvoir le maraîchage biologique et l'utilisation des semences locales résilientes à la sécheresse.»

De plus, renchérit, Rosine Koba, «Le projet BENKADI nous a appris des techniques précieuses comme la construction des diguettes pour préserver les cultures des inondations et le labour en pente contre l'érosion.»



Cultures de piment avec des diguettes

Par ailleurs, les déchets agricoles servent autrement à ces maraîchers déterminés à offrir des produits sains à la population. Joséphine Koba, apprécie: «Nous avons expérimenté plusieurs fois les composts et les avons trouvés très efficaces pour nos cultures.» C'est pourquoi, poursuit-elle, «nous conti-

nuons de l'adopter.»



Un dispositif de compostage

Comme eux, Pauline AWAKADJI, Yves GBEDJI et Jeanette BADJAGOUN ont témoigné également des avantages des formations sur leurs pratiques agricoles et leur leadership, leur permettant de faire face aux défis liés aux changements climatiques.

Monique CHABI, animatrice de CREDEL ONG à Dassa Zoumè, loue l'assiduité des bénéficiaires au cours des formations et la mise en œuvre effective des pratiques durables acquises.

Si le projet BENKADI a su répondre aux besoins de ses bénéficiaires, c'est parce qu'en amont un travail a été fait. Selon Mme Comlanvi « BENKADI a réalisé des études de référence respectivement sur le genre et l'inclusion sociale dans la dynamique d'adaptation basée sur les écosystèmes et sur l'appui aux jeunes la promotion des meilleures pratiques et solutions endogènes et ou innovantes dans dans l'adaptation et l'atténuation des effets des

changements climatiques.» Ces outils comprennent des modules de formation, des films documentaires, des recueils de textes et des sessions de sensibilisation, qui ont renforcé la compréhension et l'engagement des bénéficiaires.

L'implication des populations vulnérables dans les processus décisionnels est au cœur de l'approche du Projet BENKADI. L'experte souligne : « il a été nécessaire d'associer les personnes vulnérables à la constitution et aux séances de dynamisation des cadres de concertation et de dialogue multi acteurs pour la gouvernance participative inclusive des changements climatiques au niveau des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de l'eau et de la décentralisation. » Le leadership manifeste des femmes, des jeunes et des personnes handicapées lors de la Journée Internationale de la Femme 2023 en est un exemple concret a-t-elle rappelé.

Pour le compte de l'année 2023, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Le Projet BENKADI a impacté plus de 900 personnes, dont un tiers de jeunes et près d'un tiers de femmes, démontrant ainsi son engagement en faveur de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale pour l'adaptation aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU



Au Cameroun, TotalEnergies investi dans le développement de l'**énergie solaire**.

À fin 2023, nous comptons :

- **145** stations-service solarisées
- Plus de **1 million** de lampes solaires vendues
- **34 Killowatt-crête** installés dans les infrastructures de notre clientèle « entreprise ».



TotalEnergies

350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28

Le Groupe africain de négociateurs a émis le mardi 12 Décembre 2023, une déclaration ferme, soulignant son refus d'accepter tout résultat qui négligerait les priorités de l'Afrique. Parmi ces priorités, le groupe a vigoureusement plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre d'adaptation assorti d'objectifs ambitieux et temporellement définis, d'un soutien concret à la mise en œuvre, ainsi que d'un financement concessionnel substantiel en vue d'une transition équitable. Soulignant une position délicate, le groupe a également défendu le droit des nations africaines d'explorer l'en-

semble de leurs ressources, y compris les combustibles fossiles. Un point de vue qui fait réagir 350.org à travers son Directeur Régional. Cette déclaration du groupe des négociateurs risquerait de compromettre les objectifs climatiques et les appels à une élimination équitable des combustibles fossiles lors de la COP 28. Dans son argumentaire, Landry Ninteretse - Directeur régional, 350Africa.org explique : « *Nos dirigeants connaissent très bien le mal que les combustibles fossiles font à nos communautés. Les voix de nos populations qui souffrent de l'aggravation des impacts des combustibles fossiles devraient leur servir de guide dans ce processus et ils doivent agir*

dans l'intérêt de la population. »

En évoquant l'équité et la différenciation comme les clés de la transition énergétique, il met en garde contre la dépendance à l'égard des combustibles fossiles qui rendrait vulnérable notre avenir et ne procurerait pas de bénéfices concrets pour la vie quotidienne et les moyens de subsistance des communautés. C'est pourquoi, selon lui, plutôt que de lutter pour l'exploration des ressources fossiles polluantes, il faut appeler les pays développés à fournir un financement adéquat et favorable à une transition rapide et équitable pour s'éloigner des énergies fossiles.

Megan Valère SOSSOU

Mise en œuvre de la Convention de Bâle : Vers une meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin

La ville de Bohicon a abrité en octobre 2023 une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets. A l'instar de plusieurs autres

pays, le Bénin est signataire de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui régit le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés. C'est pourquoi, le Ministère du

Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction Générale de l'Environnement. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.

Pulchérie DONOUMANSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du

Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs qui interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour abor-

der de façon concrète la problématique.

« *J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation* » a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMANSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toute les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au

niveau des populations. Car a-t-elle soutenu, la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son Environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU

Appauvrissement des sols: Vers les vers de terre, véritables fertilisateurs des sols

Les humbles vers de terre, ces créatures souterraines qui passent souvent inaperçues, sont en réalité des acteurs clés dans la préservation de notre environnement. Ils sont bien plus que de simples créatures rampantes ; ce sont de véritables, fertilisateurs des sols dont le rôle est essentiel pour maintenir la santé des écosystèmes terrestres.

Ces petits êtres inestimables sont responsables de la digestion, de la transformation, et de la régénération du sol, et ils jouent un rôle fonda-

mental dans le maintien de sa structure grumeleuse.

Les vers de terre, ces insatiables tubes digestifs, sont capables d'ingérer des quantités incroyables de matière organique. On estime qu'ils peuvent consommer jusqu'à 400 tonnes de matière par hectare par an.

En dix ans, ils ont la capacité de digérer complètement la couche arable d'un sol sur 25 centimètres de profondeur. Les populations de vers de terre sont constamment à l'œuvre, décomposant la litière végétale à la surface du sol et la transformant en boulettes fécales, appelées « *turricules* », qu'ils rejettent à la surface ou dans

leurs galeries plus profondes. Ce processus permet de mélanger la matière organique et minérale du sol, créant ainsi des complexes organo-minéraux sous forme de micro-agrégats qui donnent au sol sa structure grumeleuse caractéristique.

Les vers de terre ont une réelle importance dans la régulation des écosystèmes. Ils sont classés en trois catégories: les épigés, les endogés, et les anéciques. Les épigés, les plus petits, travaillent à la surface en fragmentant le couvert végétal. Les endogés, de taille moyenne, vivent sous terre, se nourrissent de matière organique déjà dég-

dégradée, et créent des réseaux de galeries horizontales. Les anéciques, les plus grands vers de terre, forment des galeries verticales profondes, jusqu'à trois mètres de profondeur, facilitant l'aération du sol et la pénétration des eaux. Ils sont également essentiels pour approfondir la couche arable.

Cependant, ces précieux architectes du sol sont en danger. La pratique agricole intensive, notamment le labour systématique, menace leur habitat. La charrue est leur ennemi numéro un, car elle détruit leurs galeries et les enfouit. La disparition des vers de terre a des conséquences néfastes sur la structure du sol, la rétention de l'eau et la biodiversité.

Les pratiques agricoles qui préservent ces ingénieurs du sol sont devenues cruciales pour la santé de nos écosystèmes.

L'abandon progressif du labour est l'une des solutions préconisées pour préserver ces populations de vers de terre. Les agriculteurs qui adoptent des techniques culturales simplifiées constatent des économies significatives en coût de mécanisation, une amélioration de la santé du sol, et une réduction de l'utilisation d'engrais. Le non-labour favorise également le stockage du carbone dans la matière organique, contribuant ainsi à la lutte contre les changements climatiques.

Il est temps de reconnaître l'importance des vers de terre dans la préservation de nos sols et de promouvoir des pratiques agri-

coles respectueuses de ces précieux alliés. En multipliant les pratiques positives, nous pouvons aider à inverser la tendance à la diminution de ces ingénieurs du sol, assurant ainsi la santé de nos écosystèmes et la durabilité de notre agriculture.

Ces informations sont des compilations des savoirs partagés par Guy Richard, Ancien Directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique. Et Frédéric Thomas, agriculteur, directeur de la revue Techniques culturales simplifiées.

Megan Valère SOSSOU





L'ÉNERGIE DE DEMAIN, C'EST AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN, ACTEUR MAJEUR DE LA FINANCE RESPONSABLE

Alignés sous la responsabilité sociétale d'entreprise du groupe Société Générale, nous sommes convaincus que les banques ont un rôle de premier plan à jouer dans les transformations positives du monde et dans le développement durable des économies. Conformément à notre raison d'être, nous avons placé le financement responsable et la transition énergétique au cœur de notre stratégie. Nous voulons contribuer à une transformation à la fois proactive et responsable en accompagnant nos clients et l'économie réelle vers la neutralité carbone.

Chez **Société Générale**, nos engagements **RSE** visent à :

- Construire ensemble, avec nos clients, un monde meilleur et durable en apportant des solutions financières responsables et innovantes;
- Nous positionner comme la banque engagée aux côtés de nos clients et qui soutient les communautés;
- Bâtir notre identité de banque responsable et leader du financement vert.

NOTRE AMBITION RSE, FONDÉE SUR 4 PILIERS STRATÉGIQUES

► **TRANSITION ECOLOGIQUE**

Accompagner tous les segments de clientèle dans leur transition, avec des solutions innovantes pour répondre à leurs besoins changeants.

► **IMPACT LOCAL POSITIF**

Être un catalyseur d'impact sociétal et économique positif pour les communautés à travers toutes les géographies.

► **CULTURE DE RESPONSABILITÉ**

Maintenir les normes de gouvernance les plus élevées, avec un objet social qui anime nos valeurs et état d'esprit.

► **EMPLOYEUR RESPONSABLE**

Offrir un environnement de travail attractif, inclusif et engageant.

» **Notre promesse client :**

Nous sommes pleinement engagés à contribuer aux transformations positives de nos économies et de nos sociétés et avons placé les objectifs de **RSE** au cœur de notre stratégie. La transition énergétique et le développement durable représentent deux défis collectifs majeurs pour lesquels nous pouvons et voulons agir concrètement.

Société Générale accompagne ses clients dans la transition, avec une offre de solutions dédiées et un engagement de contribution à la finance durable de 300 milliard d'euros à l'horizon 2025.

Société Générale a lancé un fonds d'investissement pour la transition d'un milliard d'euros, comprenant un volet d'investissement en fonds propres de 0,7 milliard d'euros. Ce fonds vise à soutenir les acteurs de la transition, les technologies vertes, les solutions fondées sur la nature et des projets

de finance à impact en cohérence avec les objectifs de développement durable des Nations Unies.

En tant qu'acteur majeur de la finance responsable, Société Générale Cameroun s'engage fermement à être un partenaire de confiance dans la construction d'un avenir durable pour tous. À travers notre approche axée sur la responsabilité sociétale d'entreprise, nous nous positionnons en tant que catalyseur de changement positif, favorisant **la transition écologique, l'impact local, la culture de la responsabilité** tout en étant un employeur exemplaire.

de finance à impact en cohérence avec les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Société Générale est engagée sur une cible de réduction de son empreinte carbone sur le compte propre à -50 % entre 2019 et 2030.

» **Notre expertise reconnue :**

★ Prix de « **Meilleure banque de Financement** » et « **Meilleure Banque au Cameroun** » en 2020 par **Emea Finance**.

★ Prix de **Meilleure Banque en Afrique en matière de Finance Durable** (Africa's Best Bank for Sustainable Finance) 2022 par le **magazine Euromoney**.

★ Prix de « **Banque d'investissement de l'année pour le développement durable** » et « **Banque d'investissement de l'année pour l'Afrique** » 2021 par **The Banker**.

OFF-GRID

GHANA à Kumasi, le sidérurgiste Rider se met au vert avec l'énergie solaire sur son toit

La plus grande centrale solaire sur le toit de Kumasi entre en service. D'une capacité de 4,3 MW, l'installation fournit de l'électricité propre au métallurgiste Rider Steel. Une étape majeure vers la décarbonisation de l'industrie sidérurgique ghanéenne. Il a été construit par, un producteur d'énergie renouvelable basé à Lagos, au Nigeria. L'entreprise, qui appartient au groupe pétrolier anglo-néerlandais Shell, a installé 7 524 panneaux solaires sur le toit de l'usine Rider Steel.

Connectée au réseau électrique national du Ghana,



l'installation dispose d'une capacité de 4,3 MWc, ce qui en fait l'une des plus grandes centrales industrielles de ce type inaugurées en Afrique de l'Ouest. « C'est un exemple convaincant de la façon dont l'énergie solaire peut alimenter l'industrie lourde et s'intégrer

parfaitement au réseau », s'enthousiasme Jasper Graf von Hardenberg, PDG de Daystar Power Group.

Source: Agence Ecofin

SOLAIRE

Sierra Leone : plusieurs institutions financières, dont Proparco investissent dans un projet solaire à grande échelle



Le potentiel d'énergie renouvelable de la Sierra Leone, principalement dans les domaines de l'hydroélectri-

cité et de l'énergie solaire, reste sous-exploité alors que jusqu'à 80 % de l'électricité du pays serait produite à partir de combustibles fossiles.

Les institutions de financement du développement British International Investment (BII), FMO et Proparco, ainsi que le gestionnaire de fonds renouvelables Frontier Energy ont annoncé le 5 décembre un co-investissement de plus de 52 millions de dollars dans Planet Solar, un nouveau projet d'énergie solaire de 50 MW en Sierra Leone.

Planet Solar sera le premier producteur d'énergie solaire indépendant (IPP) à grande échelle, connecté au réseau. Les 50 MW devraient permettre d'éviter 53 000 tonnes d'émiss-

ions annuelles de CO2.

« Nous sommes ravis de contribuer à apporter une énergie propre et fiable aux régions mal desservies de la Sierra Leone. Notre investissement dans Planet Solar souligne notre engagement

en faveur du financement de la lutte contre le changement climatique et de l'accélération des progrès vers des émissions nettes nulles d'ici à 2050 », a commenté Chris Chijiutomi, directeur général et responsable Afrique chez BII.

Actuellement, seuls 23 % de la population de la Sierra Leone aurait accès à l'électricité. Le projet permettra ainsi d'augmenter l'offre d'électricité domestique opérationnelle d'environ 30 % dans le pays.

Source: Agence Ecofin

GESTION PUBLIQUE

Le Kenya signe avec le Japon des accords de 620 millions \$ pour l'énergie verte et l'assemblage de voitures

Le Kenya, fort de sa politique en matière de mix énergétique, s'est engagé à passer au renouvelable, grâce notamment à ses ressources géothermiques, solaires et éoliennes encore sous-exploitées.

Le Kenya a signé un certain nombre d'accords avec des entreprises japonaises, dont le géant Toyota Tsusho Corporation, qui pourraient débloquent près de 620,7 millions de dollars d'investissements dans l'énergie verte et l'assemblage automobile. « À Tokyo, au Japon, j'ai assisté à la signature de l'accord-cadre de collaboration entre le Kenya et Toyota Tsusho Corporation et j'ai ensuite visité l'usine Toyota Motomachi », a posté le Dr William Ruto (photo) sur son



compte officiel X, le 7 février.

« Le pacte prévoit 94 millions de dollars pour le parc éolien de Meru, 50,2 millions de dollars pour celui d'énergie solaire d'Isiolo, 5 millions de dollars pour l'investissement initial de Thika Kenya Vehicle Manufacturers (KVM), 470,22 millions de dollars pour l'usine géothermique de Menengai et la promotion des véhicules élec-

triques », a indiqué le président, toujours sur X.

M. Ruto a également signalé que la délégation kenyane soutenait Toyota pour l'installation d'une usine de fabrication de véhicules afin de répondre à la demande croissante pour ses produits, des délibérations qui, selon lui, progressent de manière positive.

Source: Agence Ecofin



BERKELEY
ENERGY
CAMEROON

Profile

Berkeley builds long-term local renewable energy businesses using proven technologies with a strong focus on run-of-river hydro.

Berkeley possesses the capital and capability to develop, construct and operate renewable energy projects to the highest standard, with offices in Singapore, Nairobi, Kampala, Douala, New Delhi, Manila and Mauritius.

To date, Berkeley has deployed over \$1.3b and delivered 500 MW in projects, with over \$800m of investors' funds under management. In Africa, our portfolio includes 160 MW operational and c. 1 GW under development across 8 countries.

Our strategy focuses on building country-based renewable energy businesses that are managed by a local team. This allows for strong relationships to be developed with key sector stakeholders, which enhances our ability to successfully deliver projects.

ENERGIES

Energie propre : la Mauritanie signe un protocole d'accord avec le département américain de l'énergie



La Mauritanie, à l'instar de plusieurs autres pays africains, possède assez de ressources renouvelables pour sécuriser son approvisionnement en énergie et se positionner comme un acteur important du futur marché énergétique.

À l'occasion de la COP28 qui se tient actuellement aux Émirats arabes unis, le secrétaire adjoint du département américain de l'énergie, David Turk, et le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, Nani Ould Chrougha, ont signé un protocole d'accord historique sur la coopération en matière d'énergie propre.

L'accord facilitera la coopération pour le déploiement de technologies énergétiques

propres en Mauritanie qui pourraient simultanément réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et catalyser le développement économique du pays. Selon le communiqué américain, la coopération mettra l'accent sur la création de capacités permettant à la Mauritanie de conserver son minerai de fer et de produire son propre acier vert localement et participer ainsi à l'élan mondial de décarbonation.

« Le déploiement rapide de l'expertise en matière d'énergie propre au niveau international est essentiel pour faire face à la crise climatique et la Mauritanie dispose d'un potentiel énorme pour la production d'électricité à faible coût et sans émissions grâce à ses ressources éoliennes et solaires de classe mondiale », a déclaré

le secrétaire adjoint Turk dans ses remarques lors de la signature du protocole d'accord durant la COP28.

En 2022, la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) détenue à hauteur de 78 % par l'État mauritanien, a produit 12,87 millions de tonnes de fer selon le rapport ITIE du pays. Ce qui fait de la Mauritanie le deuxième plus grand producteur de fer en Afrique.

Source: Agence Ecofin

L'Algérie et l'Allemagne créent un groupe de travail pour promouvoir le développement de l'hydrogène



À l'horizon 2040, l'Algérie prévoit de produire et d'exporter 30 à 40 TWh d'hydrogène gazeux et liquide, avec un mix à la fois composé d'hydrogène bleu, produit à partir de gaz, et d'hydrogène vert produit par électrolyse grâce aux importantes ressources solaires du pays.

L'Algérie et l'Allemagne mettent en place un groupe

de travail bilatéral visant à développer les infrastructures et les capacités de production d'hydrogène vert dans le pays nord-africain afin de faciliter les exportations vers l'Europe. Le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck, et le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, ont signé la semaine du 5 février une déclaration d'intention dans ce sens.

« L'Allemagne et l'Algérie entretiennent un partenariat

énergétique étroit depuis 2015. Nous voulons maintenant l'étendre et encourager l'Algérie à produire plus d'hydrogène vert à l'avenir, à investir davantage dans l'énergie solaire et éolienne et à créer ainsi sa propre valeur ajoutée », a déclaré M. Habeck lors d'une table ronde.

La création de ce groupe s'inscrit dans le cadre d'un plan, approuvé par les gouvernements allemand, italien et autrichien, visant à créer un corridor d'hydrogène de 3 300 km qui transportera de l'hydrogène renouvelable à faible coût depuis l'Afrique du Nord jusqu'aux principaux pôles de demande en Europe.

L'Algérie dans ce contexte entend devenir un producteur majeur d'hydrogène vert, avec pour objectif de répondre à 10 % de la demande de l'UE d'ici à 2040.

Source: Agence Ecofin

LEADER FRANÇAIS DE L'ÉCLAIRAGE AUTONOME DURABLE

ACTEUR N°1
précurseur de l'éclairage public autonome en France et en Europe
leadership technologique sur les batteries grâce à des partenariats stratégiques (laboratoires CEA)

+ de 20 ANS DE DURÉE DE VIE
Batterie > 10 ans
une conception et une fabrication durables
un savoir-faire reconnu dans le dimensionnement et la gestion des batteries

+ de 20 000 POINTS LUMINEUX INSTALLÉS DANS LE MONDE
un savoir-faire maîtrisé développé à l'international
un réseau de partenaires présents dans chaque pays

ISO 9001
ISO 14001

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pourquoi la transition énergétique est perçue comme un agenda occidental en Afrique subsaharienne ?

Climato scepticisme, pauvreté énergétique ou question de souveraineté, les africains, dans leur majorité, sont réticents à l'idée d'une transition énergétique qui les empêcherait d'exploiter comme ils l'entendent « leurs » ressources fossiles pour se développer, comme d'autres l'ont fait dans le passé et continuent de le faire.

À l'image du ministre sud-soudanais du Pétrole qui a déclaré récemment que l'Afrique est en train d'opérer une transition « à partir de rien » et que le continent a besoin d'une énergie fiable d'où qu'elle vienne, plusieurs voix s'élèvent au plus haut sommet de la sphère politique africaine pour dénoncer une « transition à marche forcée ».

Pourquoi alors cette résistance à ce qui est présenté comme une étape indispensable pour limiter le réchauffement climatique et éviter ses conséquences irréversibles ? Étonnant quand on sait – les scientifiques l'affirment – que le continent est la région la plus vulnérable aux effets du changement climatique et que neuf des dix pays les plus vulnérables aux perturbations climatiques se trouvent en Afrique.

Encore plus étonnant quand



on sait – ce sont encore les scientifiques qui le disent – que le continent dispose d'importantes ressources renouvelables à même de soutenir sa transition et de répondre suffisamment à ses besoins énergétiques.

À y regarder de plus près, plusieurs raisons peuvent expliquer ce manque d'enthousiasme de la plupart des Africains et de leurs dirigeants par rapport à l'abandon des énergies fossiles au bénéfice des énergies propres au nom de la survie de la planète.

Pas de sentiment de culpabilité ou de redevabilité

Depuis 1751 et la révolution industrielle, le monde aurait émis plus de 1,5 trillion de tonnes de CO₂. Les émissions africaines représentent environ 3 % de ce total, soient 43 milliards de tonnes sur plus de 260 années. Si nous enlevons l'Afrique du Sud, l'Égypte,

l'Algérie, le Nigéria et le Maroc, la contribution de l'ensemble des autres pays aux émissions de CO₂ sur la même période s'élèverait à moins de 0,5 % des émissions mondiales.

Partant du principe que les émissions à grande échelle de gaz à effet de serre symbolisent la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique, nous pouvons facilement déduire que l'Afrique n'est en rien responsable du changement climatique. Et c'est précisément ce que pensent les Africains. Ils considèrent qu'ils n'ont aucune responsabilité historique ou contemporaine, puisque les émissions sont toujours aussi faibles en pourcentage.

Ces faibles émissions s'expliquent par le fait que le continent ne représente qu'une petite part de la consommation mondiale des énergies fossiles. En 2021, l'Afrique a représenté

seulement 4,2 % de la consommation mondiale du pétrole, 4,1 % de la consommation mondiale de gaz naturel et 2,6 % de la consommation mondiale du charbon, selon le Statistical Review of World Energy 2022.

La réalité d'un déficit énergétique permanent

Selon un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie et de la Banque Mondiale, environ 567 millions de personnes en Afrique subsaharienne n'avaient pas accès à l'électricité en 2021, ce qui représente plus de 80 % de la population mondiale dépourvue d'accès. Le rapport indique également que le manque d'accès dans la Région est resté presque identique à la situation observée en 2010, alors qu'au cours de la même période plus d'un milliard de personnes ont eu accès à l'électricité à travers le monde.

Cette situation constitue indéniablement un frein pour le développement

économique des pays, à l'image d'une nation comme le Nigéria, où environ 90 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et qui n'arrive toujours pas à pleinement exploiter son potentiel démographique faute d'énergie.

Dans ce contexte, dire à l'Afrique qui détient environ 8 % des réserves de pétrole et un peu moins de 9 % des réserves de gaz naturel qu'il faut se passer de ses ressources, peut légitimement provoquer un sentiment d'injustice. Surtout quand les Africains constatent que les « donneurs de leçons » ont récemment augmenté leur demande en énergie fossile quand ils ont été confrontés à une crise énergétique.

Un financement qui n'arrive pas malgré les promesses

On a beau rappeler dans les forums et les différents rapports que l'Afrique a un extraordinaire potentiel renouvelable pour assurer sa transition énergétique, le financement pour développer ce potentiel n'est toujours pas à la hauteur.

La somme cumulée des investissements dans les énergies renouvelables en Afrique au cours des deux dernières décennies ne représente que 2 % du financement mondial. Les investissements dans les énergies propres en Afrique restent également concentrés sur quelques marchés clés.

Par ailleurs, quand les investissements arrivent enfin, c'est souvent pour financer des projets d'énergies renouvelables destinés à l'exportation vers d'autres marchés non africains, à l'image de l'hydrogène vert.

Toutes ces raisons expliquent un peu la position de plus en plus assumée qui consiste à dire non à une transition imposée pour satisfaire un agenda qui n'est pas le nôtre et qui ne prend pas en considération nos réalités.

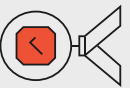
Source: Agence Ecofin

Condensé de l'actualité sur les énergies renouvelables à travers le monde recueilli par YOUNI FOGAING Ulrich Patrick,

release
BY SCATEC

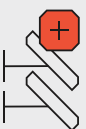
Making solar simple and reliable

We offer reduced energy costs by leasing scalable solar plants and battery energy storage units. Our plug and play solution is rapidly deployable and financially affordable contributing to a quick transition to clean, renewable energy.



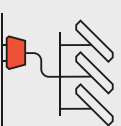
Guaranteed performance and availability

Release guarantees equipment performance and availability



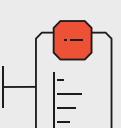
High efficiency equipment

First re-deployable solar tracker with bi-facial modules generating up to 30% more compared to traditional fixed systems



Quick deployment and installation

Standardised, pre-fabricated equipment reduces design requirements, installation time and risks



24/7 technical support and monitoring

We provide remote 24 / 7 monitoring and analysis from our global Control and Monitoring Centre in Cape Town

www.releasesolar.com

AGENDA'EnR

KEY - The Energy Transition Expo

28 february to 1st march 2024 | Rimini - Italia

Salon et exposition sur la transition énergétique en Italie

Organisateur : [Italian Exhibition Group](#)

Future of Energy

February 29, 2024 to March 1, 2024 | Amsterdam, the Netherlands

Organisateur : [Banque néerlandaise de développement entrepreneurial & Solaplaza](#)

Solar & Storage Live Africa 2024 / The Future Energy Show Africa 2024

18-20 March 2024 | Gallagher Convention Centre Johannesburg

Organisateur : [Terrapinn](#)

Africa Energy Indaba

March 5, 2024 to March 7, 2024 | Cape Town, South Africa

Organisateur : [Siyenza Management](#)

Solar & Storage Live MENA

29 - 30 may 2024 | Egypt International Exhibition Center, New Cairo

Organisateur : [Terrapinn](#)



Ingenium

Electric Mobility



TRANSITION VERS LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



BABANA 237 *Respecte L'environnement*



CARACTERISTIQUE DE LA BABANA 237

Vitesse nutrition Maximale	80km/h
Autonomie variable	100 - 200km
Type de Batterie	Lithium li-ion
Net poids de la moto	109kg

AVANTAGES

-Limitation de vitesse afin de réduire les risques d'accident (confort et sécurité).
-Non émission de gaz à effet de serre

-Pas de vidange
-Pas de carburant

+237 690 63 01 69

/ 693 69 84 08

Montée Aurore Rue 2040

à côté de SOMATEL HÔTEL

ingenium Solar Energy

ingeniumsolarenergy@gmail.com